



Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique

L'AKP en 2011 : parti homogène ou coalition de sensibilités ?

Mercredi 30 novembre 2011, Espace Kiron, Paris

autour de

Ruşen ÇAKIR

journaliste au quotidien *Vatan*

spécialiste de l'AKP et de l'islam politique en Turquie

animé par

Didier BILLION directeur des publications de l'IRIS

rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*

*Dans le cadre de l'observatoire de la Turquie
de la Délégation aux affaires stratégiques*



Introduction par Didier Billion

Ce séminaire inaugure la reprise d'une tradition de réunions régulières organisées par l'IRIS, dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, lieu d'échanges et de réflexion.

L'AKP (Parti de la justice et du développement) a fait l'objet en France de nombreux débats et analyses sur sa caractérisation (islamique, islamiste, islamiste modéré, islamo-démocrate, démocrate conservateur...), sur sa place et sa fonction sur l'échiquier politique turc, sur sa rupture avec le kémalisme, sur son bras de fer avec l'institution militaire... Mais au-delà du constat de l'existence d'un parti à la fois très centralisé et attrape-tout, ce qui s'y passe à l'intérieur – ses contradictions, les sensibilités qui y cohabitent – est beaucoup moins connu.

Pour traiter de cette problématique – l'AKP en 2011 : parti homogène ou coalition de sensibilités ? – l'IRIS est heureux d'accueillir Ruşen Çakır, journaliste, chercheur, spécialiste de l'islamisme politique et de l'AKP.

Synthèse des thèmes abordés par Ruşen Çakır et des débats

L'AKP, modèle pour d'autres partis islamistes ?

La question de l'AKP en tant que parti islamiste était perçue il y a quelques années comme une question proprement turque ou relative aux relations turco-européennes. Aujourd'hui, suite au printemps arabe et aux processus se développant en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Maroc..., la question de l'islam politique est devenue une question globale. Le gouvernement turc suit attentivement ce qui se déroule actuellement dans le monde arabe. Nous nous rappelons notamment de la visite de Recep Tayyip Erdoğan en Égypte, en Tunisie et en Libye au mois de septembre dernier.

Dire qu'il y a exportation du modèle de l'AKP dans le monde arabe aujourd'hui est erroné. Néanmoins, il est le seul parti dont la matrice est islamiste à avoir gagné le pouvoir par les urnes et surtout à l'avoir conservé grâce à ses victoires successives lors des trois derniers scrutins législatifs. Ainsi, il reste le seul exemple pour les partis et dirigeants

islamistes qui n'ont jamais gouverné (Ennahda en Tunisie, les Frères musulmans en Égypte et en Syrie, les dirigeants politiques actuels libyens, le Parti de la justice et du développement au Maroc) et constitue un mentor, un exemple très précieux de ce qui est encore inconnu pour ces forces politiques. En effet, être élu pour ces partis n'a pas été ou ne sera pas une difficulté – de par la force de leurs réseaux et leur implantation au sein de la société – mais gouverner et se maintenir au pouvoir le sera. Ils devront affronter des contradictions, inventer des compromis entre leurs valeurs proclamées et la réalité. Que faire, par exemple, vis-à-vis du tourisme, qui suppose l'accueil de populations occidentales dont le comportement n'est pas vertueux selon les valeurs prônées par ces partis, mais qui représente une contribution essentielle à l'économie de l'Égypte comme de la Tunisie ? Or, le principal succès de l'AKP, qui est aussi la principale raison de sa référence comme modèle, est bien de s'être maintenu au pouvoir depuis sa première élection en novembre 2002, soit désormais quasiment 10 ans. Aujourd'hui en Turquie, il n'y a aucune alternative politique à l'AKP. Il a su créer un compromis efficace entre ses valeurs, l'affirmation et la légitimation de son gouvernement sur la scène intérieure et internationale. L'AKP a ainsi su trouver et conserver les équilibres nécessaires pour se maintenir au pouvoir en tant que parti islamiste dans un système global.

Un participant pose la question de la relation des Frères musulmans avec les réseaux et partis, tels *Milli Görüş* et le Parti du Bien-Être (*Refah Partisi*), qui ont initialement structuré l'islam politique en Turquie, ainsi qu'avec l'AKP. De même comment évaluer l'importance des confréries et notamment celle de Fethullah Gülen ? Selon R. Çakır, la question du choix ne se pose plus. Les partis qui ont initié et développé l'islam politique en Turquie n'existent plus ou sont devenus des mouvements symboliques, alors que l'AKP a survécu et s'est affirmé. Aujourd'hui *Milli Görüş* c'est l'AKP. Necmettin Erbakan était un homme politique très prudent tandis qu'en neuf ans au pouvoir, l'AKP a pris beaucoup de risques, par exemple et notamment en ce qui concerne sa relation avec Israël. Recep Tayyip Erdoğan est donc respecté, voire admiré, par les Frères musulmans et les autres partis islamistes. Concernant Fethullah Gülen, R. Çakır pense qu'il existe à son propos beaucoup d'interprétations spéculatives et considère qu'il sera opportun d'aborder cette question ultérieurement.

Quelle identité, quelle unité pour l'AKP ?

L'AKP est un parti issu d'une tradition islamiste et n'a jamais rejeté cet héritage. En revanche, à l'inverse du leader islamiste N. Erbakan, qui était contre l'Occident et antisémite,

l'AKP, n'a jamais prôné ces positions. L'AKP – quoique préférant naturellement les partenaires palestiniens – a longtemps entretenu de bonnes relations avec l'État d'Israël et ne remet pas en cause son existence. Si le gouvernement israélien change ou adopte une ligne plus rationnelle et source de compromis, ces relations pourront être restaurées.

L'AKP n'est pas un parti homogène, c'est un parti de masse, attrape-tout, populaire et populiste. Ses structures sont implantées partout en Turquie, y compris en territoire kurde, ce qui n'est le cas d'aucun autre parti. Sa base électorale est donc très diversifiée, tant d'un point de vue de classe que d'un point de vue régional. Ce paramètre peut induire des divergences d'appréciation au sein du parti, notamment sur la question kurde. Mais, selon R. Çakır, la fraternité musulmane, la référence à l'*oumma*, peuvent, épisodiquement, être utilisées afin d'éviter les débats. Cela est toutefois de plus en plus difficile depuis que, il y a cinq ans environ, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a une fois de plus changé de stratégie, et en appelle lui aussi aux croyants kurdes, ne considérant plus la pratique de l'islam comme opposée à la défense du nationalisme.

Pour autant, depuis 2007 – l'élection à la présidence de la République d'Abdullah Gül et le départ du parti d'Abdüllatif Şener – R.T. Erdoğan est seul à la barre, il exerce un contrôle absolu sur le parti et ses conseillers peuvent être plus influents que certains ministres. Des sensibilités diverses coexistent mais elles ne s'expriment pas. Il y a néanmoins des mécanismes pluralistes au sein du parti. R.T. Erdoğan sait faire travailler les responsables en équipe et changer ses conseillers, par exemple lorsque ceux-ci sont amenés à exercer d'autres fonctions politiques. Il est en outre extrêmement doué en termes de relations publiques ; il s'adresse plusieurs fois par jour aux médias, à travers des discours bien préparés, mais aussi en répondant à brûle-pourpoint aux questions des journalistes, sur tous les sujets. Il s'engage personnellement dans les initiatives politiques qu'il défend et parvient à toucher et émouvoir. Pour cette raison, il peut donner l'impression de gouverner seul, mais il y a en réalité de nombreuses équipes actives derrière lui.

Un participant pose la question de l'arrivée de Cemil Çiçek à la tête de la Grande Assemblée nationale, et plus généralement de la place de personnalités « kémalocompatibles » dans le système AKP. Selon R. Çakır, C. Çiçek est une personnalité très controversée et peu appréciée, mais c'est aussi un homme extrêmement utile pour le pays car il est capable de produire du contact avec l'opposition, y compris kurde. Sa position est

convoitée et sa mission – mener à bien le projet de nouvelle Constitution – est très difficile, mais R. Çakır le croit capable de la remplir avec succès.

L'AKP, parti réformateur ou conservateur, démocrate ou autoritaire ?

Suite à une question sur la possibilité pour un parti d'être à la fois conservateur et porteur d'une volonté de réformes, R. Çakır répond que l'AKP peut se définir comme conservateur au sens religieux et réformateur au sens politique.

Ce constat étant posé, la religion n'est pas – ou plus – un critère dominant pour le gouvernement. La question religieuse constituait un enjeu important à une époque révolue au sein de laquelle l'affirmation des identités religieuses dans la sphère publique était réprimée. La Turquie est en effet un pays conservateur, dans lequel la visibilité religieuse était limitée par l'action de l'État. Il est faux de dire que la laïcité est abandonnée mais ce n'est plus la même qu'il y a quinze ans. L'AKP a ouvert le système aux croyants, il a contribué à sa démocratisation. On peut aujourd'hui afficher sa religiosité, être à la fois un haut fonctionnaire et un bon croyant. Ainsi un officier marié à une femme voilée était inenvisageable il y a quelques années, cela s'est modifié et le pays que nous avons sous les yeux désormais est la véritable Turquie. Cette évolution correspond à une normalisation du rapport de la sphère religieuse à la sphère publique. Ainsi, quand R.T. Erdoğan vante un système sécularisé devant les Égyptiens lors de son voyage officiel au mois de septembre dernier, il est sincère. Il entend par là défendre un système social capable tant que faire se peut d'éviter les pogroms et les violences. Il parle d'une laïcité non idéologique, ouvrant un espace pour toutes les religions – y compris, dans le cas cité, les Coptes – car il considère que, si elle n'est pas imposée, la laïcité est une garantie de paix intérieure.

Historiquement, le système politique turc avait trois ennemis : les communistes – c'est fini depuis longtemps –, les Kurdes et les islamistes. Avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le système n'intégrait pas ces derniers et sa réforme, par un parti islamiste, était donc par nature nécessaire. L'alternative était soit plus d'autoritarisme soit plus de démocratie. Mais personne – l'Armée, les États-Unis, l'Union européenne – ne voulait plus d'un système autoritaire.

L'AKP a réformé un élément majeur pour la démocratie en Turquie : il a démilitarisé la sphère politique. Lorsque ce parti est arrivé au pouvoir, on disait alors à son propos qu'il était

parvenu au gouvernement, mais on s'interrogeait sur sa capacité à s'insérer dans l'État. Neuf ans plus tard, l'AKP a considérablement réduit les pouvoirs politiques non élus par le peuple, notamment dans les organes judiciaires. Il n'y a aujourd'hui plus de différenciation entre le gouvernement et l'État, différenciation qui existait auparavant en raison du rôle prégnant de l'institution militaire. Cette situation était un obstacle à la démocratie puisque des fonctionnaires détenant un pouvoir politique pouvaient s'affranchir de la volonté du peuple. Il n'était pas certain par exemple que les diplomates aient toujours le même discours que le gouvernement. Aujourd'hui, dans le même type de situation, ces diplomates seraient rapidement remerciés.

Cette question de l'AKP en tant que parti réformateur suscite débat. Plusieurs participants ne partagent pas le discours optimiste de R. Çakır sur la démocratie en Turquie. Ils interviennent pour souligner au mieux la « fatigue réformatrice » de l'AKP, au pire le tournant liberticide du mois d'octobre, la vague de répression menée, avec arrestations et emprisonnements de journalistes et d'avocats, l'ambiance épouvantable régnant dans le pays depuis plusieurs semaines. La question de l'absence d'abrogation de la loi anti-terroriste amendée en 2006 permettant de détenir quelqu'un sans limitation de durée sur la base du chef d'accusation de « terrorisme » - concept peu rigoureux et fréquemment utilisé à tort et à travers – est posée à plusieurs reprises. Un participant attire l'attention sur le risque de dérive vers un régime autoritaire. Selon lui, R.T. Erdoğan a en quelque sorte tout réussi et personne n'est désormais plus capable de l'arrêter. Un autre participant interroge R. Çakır sur les éléments susceptibles de le rendre optimiste sur l'état de la démocratie en Turquie, les dirigeants de l'AKP n'ayant pas même de vision de la démocratie plurielle. R.T. Erdoğan et Abdullah Gül oscillent entre tyrannie de la majorité et despotisme. Il ajoute que l'AKP n'est pas un parti, mais un « patchwork » et qu'il n'existe aucune opposition démocratique.

La relation consubstantielle entre la question kurde et la démocratie en Turquie

L'analyse et la réponse de R. Çakır à l'ensemble de ces interventions est invariablement la même. Selon lui, la question kurde est la mère de toutes les questions en Turquie, c'est le noyau dur de la question démocratique. Sa non-résolution est le grand échec de l'AKP, les lignes rouges des différents acteurs – AKP, représentants kurdes, acteurs internationaux – n'ayant finalement pas été déplacées. À titre d'exemple anecdotique, il souligne que les propos tenus lors d'un atelier de travail organisé à l'Académie de police d'Ankara, au moment

de la politique d'ouverture du gouvernement il y a un peu plus de deux ans, en présence du ministre des Affaires intérieures, de journalistes et d'intellectuels, enverraient aujourd'hui tous les participants en prison.

Les deux pierres d'achoppement principales sur cette question sont, d'une part, la question de l'éducation donnée en langue kurde dans les écoles publiques – inévitable à terme selon lui – qui est très difficile à accepter, y compris pour les hommes politiques de gauche, et, d'autre part, la question des négociations avec le PKK. Les services de renseignement avaient débuté des contacts directs, y compris avec le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan, mais il a été officieusement mis fin à ce processus. Néanmoins, cela démontre que s'asseoir autour d'une table avec les « terroristes kurdes » n'est plus tabou.

Pour l'intervenant, des erreurs peuvent être imputées aux deux parties, mais le PKK reste davantage responsable de ces échecs, ignorant les pertes civiles et refusant le compromis. L'AKP, qui ne pouvait alors plus pratiquer sa politique d'ouverture, est retourné à la fermeture. R. Çakır reconnaît qu'il s'agit de jours noirs pour la démocratie en Turquie et que les critiques des journalistes sont de moins en moins acceptées. Il précise qu'il ne peut y avoir d'équivalence dans les responsabilités des journalistes et du Premier ministre. Ce dernier peut faire arrêter les précédents, l'inverse n'est pas vrai !

Il souligne néanmoins qu'il ne faut pas exagérer ces manquements à la démocratie, et qu'il convient d'être prudent dans l'appréciation de cette question. Il affirme être convaincu qu'il s'agit d'une période transitoire, qui certes peut être inquiétante, mais qui prendra fin parce que la résolution de la question kurde nécessite la démocratie. Le lien entre ces deux éléments est pour lui consubstantiel et porte donc en lui la nécessité de la démocratie. Ainsi selon R. Çakır il est impératif d'avancer sur la résolution de la question kurde non seulement pour parfaire l'exercice de la démocratie en Turquie mais aussi pour garantir son intégrité territoriale. En effet la non-résolution de la question kurde pourrait renforcer celles et ceux qui se situeraient dans une logique indépendantiste.

Pour cette raison, il ne pense pas qu'il puisse y avoir de retour durable sur les avancées démocratiques. En outre, il rappelle que traditionnellement le mouvement kurde devient plus fort sous les régimes autoritaires. Or le seul acteur qui puisse aujourd'hui menacer la stabilité politique est le BDP (Parti pour la démocratie et pour la paix), le parti kurdiste qui dispose de trente-cinq sièges au Parlement. Selon R. Çakır, l'AKP a bien compris ces paramètres et sait pertinemment que la non-résolution du problème kurde a déjà coûté le pouvoir à de nombreux

gouvernements antérieurs. Si l'AKP veut se maintenir au pouvoir, il y a nécessité de gérer une forme de dialogue avec le PKK, même si c'est une organisation détestable, c'est le vrai défi de la Turquie, qui oblige à être pluraliste.

Un participant émet l'hypothèse que la question kurde peut également être, pour l'AKP, un moyen de masquer les dissensions internes, et ainsi de focaliser les différentes sensibilités sur un problème commun.

Le rôle de l'opposition et des acteurs non politiques

R. Çakır souligne aussi que la situation actuelle est de la responsabilité de tous, partis d'opposition, journalistes, chefs d'entreprise... Il met également en avant l'idée que la série d'arrestations appelle au réveil de l'indignation et d'un sentiment démocratique. Pour lui, les journalistes doivent continuer à faire leur travail malgré le climat de peur, c'est de leur responsabilité. Il faut veiller à ce que l'autocensure ne devienne pas plus prégnante que la censure elle-même. La recherche de la démocratie est une lutte permanente. Il est encore possible de poser des questions, et, selon R. Çakır, la suppression récente d'une émission télévisuelle qu'il animait – après qu'il a posé une question « gênante » à R.T. Erdoğan concernant l'interdiction de publication d'un livre – est plus le fait du responsable de la chaîne, qui se cache derrière l'attitude répressive du gouvernement.

La Turquie a plus que jamais besoin d'une opposition efficace. Or cette dernière – notamment le MHP (Parti d'action nationaliste) et le CHP (Parti républicain du peuple) – est aujourd'hui inexistante. Seul le BDP pourrait aujourd'hui tenir ce rôle. Mais lorsque ce dernier engrange les succès, l'AKP préfère tenter d'y couper court et multiplie les arrestations, comme le souligne une participante. Pour R. Çakır, c'est une réaction compréhensible dans le sens où le BDP n'est pas l'opposant principal pour l'AKP. Le parti, à la manière d'un étudiant paresseux, préfère se concentrer uniquement sur ce qu'il considère comme les grands sujets, et utilise la répression sur les autres, par défaut et parce qu'il a du mal à accepter une opposition. Cela pourrait changer si le BDP s'affirme comme une force politique incontournable, parvient à se comporter comme un parti d'opposition susceptible de porter des propositions constructives. Cela signifie en d'autres termes que le BDP se comporte comme un véritable interlocuteur du gouvernement et cesse de s'abriter derrière le PKK et Abdullah Öcalan pour tenir ce rôle.

L'exemple récent des excuses de R.T. Erdoğan concernant le massacre de Dersim, alors que le leader du CHP refuse pour sa part d'en présenter, illustre la situation de l'opposition. Les acteurs se réclamant de la gauche en Turquie ne le sont pas véritablement. Le CHP était contre l'ouverture à l'égard de la question kurde et soutient – en coulisse – l'actuelle stratégie de fermeture du gouvernement. Quand ce dernier a récemment arrêté le même jour plus de cinquante avocats, au nom de la lutte contre le terrorisme, il n'y a eu aucune réaction de l'opposition parlementaire. Pour R. Çakır, cette absence criante d'une opposition digne de ce nom nuit au développement du pluralisme. Il souligne aussi que, lorsque l'opposition devient elle-même le plus grand partisan du *statu quo*, le discours de l'AKP – même si le parti n'agit peu ou pas – est aisément perçu comme réformiste et devient suffisant.

L'évolution constitutionnelle et la place respective de R.T. Erdoğan et d'A. Gül

La date des prochaines élections présidentielles n'est pas encore arrêtée ; elles peuvent intervenir l'an prochain ou dans trois ans. A. Gül a été élu à l'époque où le mandat présidentiel était de sept ans, cette durée a depuis été réduite à cinq ans. La question est donc de savoir quelle durée va être retenue pour son mandat en cours. Par ailleurs, cette élection aura lieu au suffrage universel alors que le Président était jusqu'alors désigné par le Parlement.

Quelle que soit la date de ces élections, il ne fait aucun doute que le prochain Président sera R.T. Erdoğan. La véritable question est de savoir qui le remplacera au poste de Premier ministre. Selon R. Çakır, les deux scénarios sont la nomination d'un Premier ministre « de paille », R.T. Erdoğan continuant de gouverner dans les faits, ou celle d'A. Gül. Toujours selon lui, R.T. Erdoğan nommera A. Gül, ce qui est la meilleure stratégie pour l'AKP, le peuple n'étant pas disposé à accepter un Premier ministre faible, eu égard à l'importance de la fonction dans le système politique turc. On se souvient que les Premiers ministres faibles ont conduit à des alternances politiques rapides en Turquie. Ainsi les cas de Yıldırım Akbulut à l'époque de Turgut Özal ou de Tansu Çiller à l'époque de Süleyman Demirel.

Cela pose la question de l'éventuelle (semi)-présidentialisation du régime. À ce stade on peut noter que des dirigeants influents tels A. Gül ou Bülent Arınç (vice Premier ministre) sont contre la perspective d'un régime présidentiel. Actuellement, le Président a des

prérogatives essentiellement symboliques, mais néanmoins essentielles puisque le Parlement et le gouvernement sont responsables devant lui. Cette question est secondaire tant que Président et Premier ministre sont issus de l'AKP, mais dans les premières années du gouvernement de ce parti, le Président Ahmet Necdet Sezer (Président de la Turquie entre 2000 et 2007), laïciste affirmé, avait pu créer de nombreux obstacles au gouvernement, en posant son veto sur la promulgation de plusieurs textes législatifs. Toutefois, depuis l'élection d'A. Gül, ces conflits n'existent plus.

R.T. Erdoğan et A. Gül n'ont pas la même histoire mais ils sont complémentaires et travaillent étroitement ensemble depuis de nombreuses années. A. Gül a notamment été ministre des Affaires étrangères de R.T. Erdoğan. Selon R. Çakır, l'échange de fauteuils peut sérieusement s'envisager.

Sur le projet de Constitution

Le CHP et le MHP peuvent proposer à l'AKP de rédiger une nouvelle Constitution ensemble, en omettant la question kurde. Mais la Turquie ne peut pas produire une véritable nouvelle Constitution pérenne sans les représentants kurdes, dans la mesure où les principaux défis de la Constitution actuelle sont notamment liés aux questions identitaires en général, et à l'identité kurde en particulier. Si cette question n'est pas réglée, il faudrait alors rédiger une autre Constitution sous cinq à dix ans.

L'issue de l'élaboration de cette nouvelle Constitution dépend donc, d'une part, du maintien ou non du BDP au Parlement, et, d'autre part, de la poursuite ou non de la stratégie actuelle de l'AKP.

Un participant intervient pour préciser que l'AKP a en réalité de facto enterré le projet de nouvelle Constitution depuis 2007. Par ailleurs il n'a pas abrogé la loi anti-terroriste de 2006. La récente création d'une commission parlementaire regroupant l'AKP, le CHP, le MHP et le BDP, mais fonctionnant avec la règle de l'unanimité, ne peut en effet pas aboutir à la réalisation du projet. Il ajoute que l'AKP avait déjà sabordé une réforme de la Constitution et souligne que son comportement est incompréhensible. Il s'inquiète de savoir si le parti n'est pas en train de remplacer l'État profond kémaliste par ses propres réseaux, et fonder ainsi sa

propre version d'un État profond et se demande si l'AKP souhaite véritablement une nouvelle Constitution.

Quelques brèves remarques conclusives

Le séminaire organisé le 30 novembre 2011 a incontestablement permis de mieux cerner le moment présent de la situation politique en Turquie à partir des réflexions énoncées et déclinées par Ruşen Çakır, spécialiste reconnu de l'islam politique turc et de l'AKP.

Il est tout d'abord révélateur que ce dernier ait insisté à de multiples reprises sur le lien, pour lui consubstantiel, entre la résolution du dossier kurde et l'élargissement de la démocratie. Ruşen Çakır considère que ces deux défis ne peuvent progresser positivement que de pair et que privilégier l'un sans traiter l'autre est vain et par définition voué à l'échec. Remarquons que cette thèse n'est pas nouvelle puisqu'elle était déjà formulée dans les années soixante par le TIP (Parti ouvrier de Turquie)...

Ensuite, une grande partie des participants a émis de sérieuses inquiétudes à propos du tournant liberticide opéré par l'AKP au cours des derniers mois. Sans le nier, Ruşen Çakır a toutefois considéré que cette situation était transitoire et ne remettait pas en cause l'élargissement des libertés individuelles et collectives initié par l'AKP depuis son accession au gouvernement en 2002.

Les participants à ce séminaire ont toutefois pu constater à plusieurs reprises une certaine gêne de Ruşen Çakır à propos de questions qui s'avèrent sensibles dans la séquence politique qui prévaut actuellement en Turquie. Ainsi il a par exemple refusé de répondre à une question posée à propos du mouvement de Fethullah Gülen. Ce refus, alors qu'il n'a éludé aucun autre type de questions, constitue probablement un indicateur des réelles tensions qui prévalent dans le pays et qu'il n'a visiblement pas voulu mettre en exergue lors de ce séminaire.

Liste des participants

Hatice Mine Alparslan

Doctorante, Université Paris 1

Jean-François Bayart

Directeur de recherche, CERI

David Béhar

Chargé de mission, direction de la Prospective, ministère des Affaires étrangères et européennes

Jean-Marie Bellat

Adjoint Turquie-Balkans, sous-direction des Relations économiques bilatérales, ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie

Vincent Berhault

Master 2 Relations internationales, IRIS SUP'

Marc Bernardin

Président, Comité France-Turquie

Pierre-Frédéric Bertaux

Chef de la mission Sécurité, Conseil économique, social et environnemental

Pierre Blanc

Chercheur, Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)

Ariane Bonzon

Journaliste, Slate.fr

Didem Bora

Coordnatrice à Paris, Institut du Bosphore/TÜSIAD

Marie-France Brugère

Chargée d'études, IRSEM

Mathieu Carmona

Chargé de mission auprès du directeur de l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères et européennes

Aurélie Carton

Journaliste, *La Chronique d'Amnesty*

Joanne Chaix

Assistante de recherche, IRIS

Alain Chenal

Conseiller pour la Méditerranée et le Moyen-Orient, Fondation Jean Jaurès

Daniel Cirera

Secrétaire général du conseil scientifique, Fondation Gabriel Péri

Clélia Delbarre

Etudiante, EHESS

Jean-Marie Demaldent

Professeur émérite, Paris Ouest Nanterre Université

Camille Elber

Etudiante, Paris IV La Sorbonne

Mehtap Eryiki

TÜSIAD - Association des industries et des entreprises de Turquie

Jean-Claude Fuster

Chargé de mission, Conseil économique, social et environnemental

Rémi Gauvain

Chargé de mission Bulgarie-Chypre-Roumanie-Turquie, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense

Uğur Hüküm

Journaliste, *RFI*

Ali Kazancigil

Politologue, directeur de la revue *Anatoli*

Nathalie Kennedy

Secrétaire des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères et européennes

Delphine Lavergne

Assistante de recherche, IRIS

Renaud Léon

Chargé de mission programmation, Maison de l'Europe de Paris

Jean-Christophe Ploquin

Rédacteur en chef adjoint, *La Croix*

Nihat Sarier

Président de la Plateforme de Paris pour le dialogue interculturel

Hanifi Senlik

Directeur général, Fédération d'entrepreneurs et de dirigeants de France (FEDIF)

Doğan Sumar

Membre du Comité France-Turquie

Füsun Tahran

Consultante pour les investisseurs français et turcs

Alican Tayla

Chercheur à l'IRIS, spécialiste de la Turquie

Denis Verret

Président, DV-Conseil

Fatih Yetim

Doctorant à l'EPHE, journaliste pigiste pour *TRT Haber (TRT News)*

Dilek Yankaya

Docteur en science politique